

CIDIF ^(/)

Recherche...

Accueil (/index.php) Actualité du C.I.D.I.F (/index.php/categories) Lettres du C.I.D.I.F. (/index.php/lettres-du-c-i-d-i-f)
Livres et publications (/index.php/livres-et-publications) Essais (/index.php/essais)



Derniers articles

- La face cachée du Gange (/index.php/categories/11401-la-face-cachee-du-gange)
- En Inde, deux statues aussi politiques que gigantesques (/index.php/categories/11400-en-inde-deux-statues-aussi-politiques-que-gigantesques)
- Inde : portée par la demande, la croissance s'accélère (/index.php/categories/11399-inde-portee-par-la-demande-la-croissance-s-accelere)
- Chine, Inde et Brésil : Renault leur réserve un véhicule électrique à très bas coûts (/index.php/categories/11398-chine-inde-et-bresil-renault-leur-reserve-un-vehicule-electrique-a-tres-bas-couts)
- « La Ceinture et la Route » : vecteur d'endettement (/index.php/categories/11396-la-ceinture-et-la-route-vecteur-d-endettement)

En Inde, arrestation de défenseurs de basses castes

Détails

Écrit par Julien Bouissou
Catégorie : Actualité du C.I.D.I.F (/index.php/categories)
Publication : 30 août 2018
Création : 30 août 2018



Les ONG dénoncent la dérive autoritaire du gouvernement Modi avant les élections de mai 2019.



Manifestation de soutien en faveur du poète militant Varavara Rao, le 29 août, à Hyderabad, au lendemain de son arrestation. NOAH SEELAM / AFP

Connexion

Se souvenir de moi

Identifiant oublié ? (/index.php/component/users/?view=remind)
Mot de passe oublié ? (/index.php/component/users/?view=reset)

Sudha Bharadwaj est syndicaliste, professeure à la National Law University de Delhi et avocate des sans-terres et des populations tribales marginalisées du Chhattisgarh, dans le centre de l'Inde. Elle fait partie des cinq journalistes, avocats et défenseurs des droits de l'homme arrêtés mardi 28 août pour leurs liens supposés avec des rebelles maoïstes. Les domiciles de neuf autres militants réputés de gauche ont été fouillés dans plusieurs villes du pays.

« *Pourquoi possédez-vous des livres sur Marx et Mao ? Pourquoi avez-vous des photos de Phule et d'Ambedkar [des figures historiques du combat pour l'émancipation des basses castes] et aucune représentation de divinités ?* », ont demandé les policiers à la belle-fille de Varavara Rao, l'un des universitaires arrêtés mardi, lors d'une perquisition à son domicile, selon des propos rapportés par le quotidien *The Indian Express*.

La police a invoqué la loi UAPA (Unlawful Activities Prevention Act), aux contours très flous, qui permet d'emprisonner jusqu'à six mois, sans autorisation judiciaire, les suspects de terrorisme. « Absolument terrifiant », a titré mercredi 29 août le quotidien *Telegraph India* en référence à cette vague d'arrestations. « *Personne ne peut se sentir en sécurité dans un environnement pareil. Nous ne sommes pas un Etat policier. Ceux qui ont été arrêtés ne menacent personne, ils n'ont aucun antécédent criminel* », a plaidé l'un de leurs avocats, Dushyant Dave.

En résidence surveillée

La Cour suprême a ordonné mercredi à la police de les sortir de prison et de les assigner en résidence surveillée jusqu'à la prochaine audience, prévue le 6 septembre. « *En démocratie, la dissidence est une soupape de sécurité. Si vous la supprimez, la Cocotte-Minute explosera* », a mis en garde l'un des juges à l'origine de cette décision, Dhananjaya Y. Chandrachud.

Plusieurs ONG et intellectuels s'inquiètent de la dérive autoritaire du gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi, et de l'étouffement des voix critiques dans le pays, à quelques mois des élections prévues en mai 2019. « *La vague de répressions qui s'abat sur les militants, avocats et défenseurs des droits de l'homme est perturbante et menace les valeurs basiques des droits de l'homme* », s'émeuvent les ONG Amnesty International et Oxfam dans un communiqué commun, ajoutant que le gouvernement devrait « *protéger la liberté d'expression, la liberté d'association et le droit aux rassemblements pacifiques au lieu de créer une atmosphère de peur* ».

La police du Maharashtra, un Etat de l'ouest de l'Inde dirigé par le parti nationaliste hindou du BJP, soupçonne les militants des droits de l'homme arrêtés mardi d'entretenir des liens avec des militants naxalites, une insurrection armée d'inspiration maoïste qui sévit dans les régions forestières et minières du centre du pays.

Elle a expliqué devant les juges de la Cour suprême que ces « *militants urbains* » offraient un « *soutien logistique* » et de l'« *expertise* » au mouvement naxalite, tout en rappelant que la guérilla maoïste avait tué 6 956 civils et 2 517 personnels des forces de sécurité depuis 2001. La police les accuse d'avoir voulu « *renverser l'ordre démocratique* » après avoir tenu des propos d'incitation à la violence lors des commémorations du 200^e anniversaire de la bataille de Koregaon, le 1^{er} janvier 2018.

Affrontements

Cette bataille à laquelle les Dalits (anciennement les intouchables) ont participé aux côtés des Britanniques, pour défaire en 1818 les marathes, des hautes castes, est célébrée comme étant la première victoire contre l'oppression des castes supérieures. Mais cette année, les célébrations ont été le théâtre d'affrontements entre défenseurs des droits des Dalits et extrémistes hindous, faisant un mort. Cinq militants réputés de gauche, proches d'une association de défense des droits des Dalits, ont été arrêtés en juin. La police a également engagé des poursuites contre deux extrémistes hindous, dont l'un, Sambhaji Bhide, réputé proche du premier ministre indien Narendra Modi, n'a pas été arrêté. Le second, Milind Ekbote, a été libéré sous caution au bout de quelques jours.

Le naxalisme tire son nom du village de Naxalbari, au Bengale-Occidental, où avait éclaté une révolte paysanne en 1967, attisée par des militants d'extrême gauche en rupture avec les partis communistes officiels qui avaient choisi de rentrer dans le jeu démocratique.

Le Jarkhand et le Chhattisgarh constituent l'épicentre de l'insurrection. Dans ces régions du centre-est convoitées par les géants miniers, la guérilla est alimentée par le déplacement forcé des populations tribales. Depuis 2011, le nombre de victimes a toutefois diminué de moitié selon les chiffres du centre d'études sur le terrorisme South Asia Terrorism Portal (803 en 2017, contre 1 902 en 2010).

« Naxalisme urbain »

Malgré la baisse en intensité de ce conflit, plusieurs idéologues extrémistes hindous ont récemment agité la menace du « naxalisme urbain ». Cette expression vague désigne les avocats, défenseurs des droits de l'homme et intellectuels opposés à Narendra Modi et aux nationalistes hindous. Au lendemain des arrestations, Vivek Agnihotri, un auteur de films à la gloire de M. Modi, a appelé ses 117 000 abonnés sur Twitter à constituer « *une liste de noms de naxalites urbains* ». L'extrémiste hindou Jatan Acharya, suivi sur Twitter par M. Modi, a publié mercredi des photos de cafards pour désigner les « *naxalites urbains* ».

« *Le fait que des avocats, poètes, écrivains, militants des droits des Dalits et intellectuels soient arrêtés pour des motifs absurdes pendant que ceux qui organisent les lynchages collectifs, ceux qui menacent ou tuent des gens en plein jour sont en liberté, en dit long sur la direction prise par l'Inde* », a réagi Arundhati Roy, célèbre auteure du livre *Le Dieu des petits riens* en 1997 et lauréate du prestigieux prix littéraire Booker.

Julien Bouissou, *Le Monde.fr* le 30 août 2018.

◀ Précédent (/index.php/categories/11393-la-chine-dement-vouloir-deployer-des-troupes-en-afghanistan)

Suivant ▶ (/index.php/categories/11391-la-chine-deploierait-sa-premiere-base-militaire-en-afghanistan)